

■ **ANNE HIDALGO** est pressée par des élus de sa majorité, ainsi qu'en interne à la Mairie de Paris, de s'impliquer dans la préparation des législatives à Paris. Buts : éviter des choix mal compris de candidats ou laisser perdurer des divisions, ce qui pourrait se payer comptant lors du vote avec une mobilisation insuffisante de l'électorat de gauche. La maire aurait tout à craindre de perdre un ou deux sièges à Paris. La droite municipale en profiterait alors pour se réarmer en vue de 2020.

■ **LE FUTUR TGI** des Batignolles rencontre quelques problèmes d'agencement. Il s'agit d'abord de prévoir des locaux et des vestiaires supplémentaires pour accueillir près de 400 personnels de police chargés de sécuriser les lieux. Il reste des arbitrages à effectuer concernant le câblage et aussi à installer de nouveaux bureaux pour loger les services chargés de l'antiterrorisme.

■ **PARIS 2024** va signer un accord de partenariat avec CCI France pour mobiliser les entreprises dans les territoires sur la candidature française aux JO. Une tournée de rencontres, initiée en septembre à Marseille et à Nantes, continue avec Strasbourg en décembre et Saint-Etienne et Toulouse début 2017.

■ **LE BAROMÈTRE** du Club de l'épargne salariale/Harris Interactive dressera ce mardi un bilan, un an après, de la loi Macron, de ses effets sur l'épargne salariale dans les PME. En moyenne, 70 % des salariés de PME et 48 % des dirigeants déclarent que les mesures de la loi Macron les incitent à développer celle-ci. Mais tous reconnaissent un déficit de connaissance de ces dispositions.

■ **LE NOM** de la nouvelle organisation rapprochant l'UPA et l'Unapl, toujours en discussion, ne conservera plus forcément le terme artisanat. L'Assemblée générale extraordinaire du 17 novembre, qui actera le fait que les « professions libérales » seront une nouvelle composante de l'Union professionnelle artisanale, doit également trancher ce point.

■ **LA FNTP** invitera le 23 février 2017 les candidats à l'élection présidentielle au Carrousel du Louvre, à Paris, pour mieux connaître leur programme consacré à la politique de l'investissement public. Seront présents à cet événement, organisé sur toute une journée, 500 jeunes apprentis des travaux publics, entrepreneurs, élus et donneurs d'ordre.

MEDEF : LE PROJET DE RÉFORME QUI FAIT DES VAGUES

■ Vent de fronde en interne à l'organisation patronale concernant le projet de réforme en régions. Onze présidents de Medef territoriaux sur treize, excepté celui des Hauts-de-France (par ailleurs président du Comité des régions), ont écrit à Pierre Gattaz pour se plaindre de la tournure prise par la mission qu'il a confiée à la DG déléguée Carole Ozenne. Le plan que mène celle-ci doit en principe être arrêté avant la fin de l'année. Il prévoit une forme de centralisation des structures territoriales qui deviendraient des filiales avec un budget réduit et une marge de manœuvre de gestion limitée. En outre, l'idée de créer un Conseil des métropoles ajoute au mécontentement. Il est mal vécu par les structures concernées. Il viserait à contrecarrer l'indépendance du Medef Lyon-Rhône ou encore celui du Medef Paca, voire de Lille. ■

PRIMAIRE PS : LES PROPOSITIONS DU CANDIDAT RÉGIS PASSERIEUX

■ L'ex-secrétaire national du PS aux relations internationales Régis Passerieux, qui vient de faire connaître sa candidature à la primaire socialiste, soutenu par le courant PS des Poissons roses, présentera d'ici à quelques semaines son programme autour notamment d'une nouvelle économie de la réciprocité, de la défense des entreprises intermédiaires et d'une finance plus éthique. Il fera témoigner le 21 novembre des personnalités telles que Bertrand Badré, ex-DG de la Banque mondiale, et Bruno Roche, chef économiste d'un groupe international. Les responsables des organisations syndicales et patronales, ainsi que les fédérations d'élus, seront saisis d'une série de propositions visant à « territorialiser » les politiques du travail, avec la création d'une agence régionalisée de la formation professionnelle et de l'activité, pilotée par le président du conseil régional et associant syndicalistes et entrepreneurs. Alain Rousset (Nouvelle-Aquitaine) sera consulté en priorité. ■

ASSEMBLÉE NATIONALE : DES FIGURES DU PS EN RÉFLEXION

■ Plusieurs députés chevronnés du PS s'interrogent toujours sur l'idée de briguer un nouveau mandat en juin 2017, s'efforçant de retarder leur choix. Dans l'Eure, François Loncle n'accepterait de passer la main qu'au profit de son suppléant, qui a l'inconvénient aux yeux du PS local d'être issu du PRG, ou en faveur d'un gros calibre. Sinon, il compte rempiler et a demandé à Solférino de lui laisser un temps de réflexion jusqu'à l'après-primaires socialiste. Dans l'Yonne, Jean-Yves Caullet, par ailleurs président de l'ONF, est tenté de passer la main à un tandem de jeunes élus qui, même s'il perdait en juin, pourrait quand même prendre date en vue de gagner la fois suivante. En Gironde, l'ex-ministre Michèle Delaunay hésite à se représenter dans un contexte favorable à la droite à Bordeaux si Alain Juppé gagne la primaire. ■

■ **LA FÉDÉRATION** française du bâtiment travaille sur un programme de propositions concrètes, remontées de ses représentations territoriales, qui seront ensuite exposées aux candidats aux législatives. En 2012, 82 propositions avaient été formulées, dont une quarantaine a été appliquée. La FFB devrait notamment mettre l'accent sur des mesures en faveur de la rénovation.

■ **LA PROPOSITION DE LOI** Fenech-Tourret visant la réforme de la prescription pénale sera discutée en dernière lecture et définitivement votée la deuxième semaine de janvier 2017. C'est à la suite d'une médiation de Jean-Jacques Urvoas que les deux Chambres se sont accordés sur une version commune, après que le Sénat eut fait entendre sa singularité en renvoyant le texte en commission.

■ **LES CHEVÈNEMENTISTES**, au nombre de trois à l'Assemblée, pourraient ne rester que deux à l'issue des prochaines législatives. Jean-Luc Laurent (Val-de-Marne) et Christian Hutin (Nord) ont de bonnes chances de revenir à l'Assemblée, contrairement à Marie-Françoise Bechtel, menacée dans l'Aisne.

■ **LE FORUM** pour la gestion des villes a fait l'objet d'un audit de KPMG présenté la semaine dernière. En difficulté financière et très endettée, l'association doit rembourser plusieurs centaines de milliers d'euros de créances d'ici à début 2017.

■ **LA FÉDÉRATION BANCAIRE** française travaille en liaison avec Paul Boury pour ses contacts avec les candidats à la présidentielle ainsi qu'avec leurs équipes.